

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 25 FÉVIER 1930

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée de l'examen du Projet de Loi portant approbation des Accords signés à La Haye le 20 janvier 1930, ainsi que de certains accords connexes.

(Voir le n° 75 du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président ; DE BROUCKERE, le baron DE DORLODOT, le baron DESCAMPS, DIGNEFFE, FRANÇOIS, JOACHIM, LEYNIERS, POLET, VOLCKAERT et SEGERS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Les conférences qui viennent d'aboutir aux accords de La Haye sont indubitablement les plus importantes qui aient été réunies depuis le Traité de Versailles.

Elles modifient ce dernier, tant en ce qui concerne le problème de la sécurité, qu'en ce qui concerne les réparations dues par l'Allemagne. Elles substituent, au point de vue des relations d'après guerre, une situation stable et qui dans la mesure des prévisions humaines est complète et définitive, aux incertitudes et aux tâtonnements de ces dernières années.

Le Président de la Conférence la caractérisait dans son discours de clôture par ces mots : « Ce plan est une grande œuvre de conciliation et de réconciliation en même temps qu'un grand acte de foi dans l'avenir... Il marque dans l'histoire de l'Europe, une heure dont la solennité est faite d'espérance et de foi. »

Chacun a pu suivre au cours de ces dix-huit derniers mois la marche des événements et des pourparlers qui se sont poursuivis publiquement, à Genève,

à Paris et à La Haye.

Un exposé sommaire, mais complet, en a été fait le 29 janvier par le Premier Ministre et par le Ministre des Affaires Étrangères à la Chambre des Représentants. Cet exposé avait d'ailleurs été fait déjà par eux à une réunion de la Commission des Affaires Étrangères du Sénat.

D'autre part, le rapport de la Commission des Affaires Étrangères du Sénat de 1929, étudie d'une façon détaillée le problème des réparations depuis l'armistice, et le fonctionnement du Plan Dawes. Nous n'avons plus à y revenir. Enfin, le Plan Young a été publié et reproduit ou résumé dans des revues spécialisées, telle que « L'Europe Nouvelle ».

Nous pouvons, tant en raison du temps fort court qui nous est réservé pour la rédaction de ce rapport qu'en raison de l'attention toute spéciale que les hommes investis d'un mandat public ont accordée à cet important problème, nous référer à ces éléments connus.

Nous nous bornerons donc à rappeler : 1° la genèse des Accords de La Haye et leur objet ; 2° les solutions qu'ils consacrent au point de vue du règlement

des réparations; 3° les conséquences qu'ils entraînent dans le domaine politique.

CHAPITRE I^{er}.

LA GENÈSE DES ACCORDS.

Le Plan Dawes, ont le sait, n'avait pas un caractère définitif.

Il ne déterminait pas le nombre d'annuités à payer, c'est-à-dire la dette totale de l'Allemagne.

Il imposait à l'Etat débiteur des contrôles de caractère politique et des restrictions à son initiative et à son crédit.

Le 16 septembre 1928, les représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon, réunis à Genève, constatèrent leur accord sur les trois points que voici :

1° Ouverture d'une négociation officielle relativement à la demande formulée par le Chancelier du Reich au sujet de l'évacuation anticipée de la Rhénanie;

2° Nécessité d'un règlement complet et définitif du problème des réparations et de la constitution, pour atteindre ce but, d'une Commission d'experts financiers désignés par les six Gouvernements;

3° Principe de la constitution d'une Commission de constatation et de conciliation; la composition, le fonctionnement, l'objet et la durée de la dite Commission seront soumis à une négociation entre les Gouvernements.

Le Ministre des Affaires Étrangères, M. Hymans, profita de cette circonstance propice pour inviter l'Allemagne à résoudre aussi la question de la reprise des marks, imposés à la Belgique pendant la guerre.

On commença par désigner des experts financiers.

Ceux-ci, au nombre de 14, se réunirent à Paris du 11 février jusqu'au début de juin et déposèrent le 7 juin 1929 leur rapport et ses annexes.

Ce rapport exposait un plan de règlement complet et définitif du problème des réparations. Il prit le nom de Plan Young.

Au cours des débats, le représentant de la Belgique, M. Francqui, parvint à faire admettre qu'il y avait lieu de régler enfin la question des marks. La Belgique déclara subordonner à ce règlement son acquiescement au Plan des Experts. Ceux-ci n'étaient pas qualifiés pour proposer une formule de règlement. Mais le Docteur Schacht, délégué de l'Allemagne, écrivit à M. Young, au nom de son Gouvernement, qu'il était prêt à entamer de suite et à terminer les négociations relatives à la « controverse des marks », avant l'entrée en vigueur du nouveau plan de réparations.

Il en fut d'ailleurs ainsi.

Une Conférence des pays intéressés fut réunie à La Haye en août dernier pour approuver le plan des experts.

Deux commissions furent nommées, l'une pour s'occuper des questions d'ordre *politique* (évacuation du Rhin et contrôle de la démilitarisation), l'autre, présidée par le Ministre des Finances de Belgique, le Baron Houtart, pour régler le problème d'ordre *financier*.

On sait que la présidence générale de la Conférence fut offerte au Premier Ministre de Belgique, d'abord à titre provisoire, en raison du roulement primitivement envisagé, puis, en raison de la confiance qu'il inspira tout de suite, à titre définitif. On sait aussi avec quelle distinction et quelle autorité M. Jaspar s'acquitta de sa haute mission.

Les pourparlers d'ordre *politique* se poursuivirent surtout dans des conversations privées, entre les ministres des quatre Puissances intéressées.

Elles aboutirent à un échange de lettres, le 30 août 1929, dans lesquelles MM. Hymans, Henderson et Briand d'une part, et M. Streseman d'autre part, se déclarèrent d'accord pour réaliser l'évacuation de la 2^e zone du Rhin dans un délai de trois mois, et l'évacuation de la 3^e zone, dans un délai qui doit commencer immédiatement après la ratification par les Parlements allemand et français et la mise à exécution du Plan Young et finir en tous cas dans un délai de huit mois en ne dépassant pas la fin de juin 1930.

Un accord intervint à la même date (30 août 1929), au sujet de l'observation des art. 42 et 43 du Traité de Versailles. Il porte les signatures des quatre ministres qui signèrent l'accord relatif à l'évacuation du Rhin et en outre celle du délégué de l'Italie, M. Grandi. L'accord est subordonné à l'acceptation de principe du Plan des Experts. Il stipule que si des difficultés s'élèvent au sujet de l'observation des articles 42 et 43 du Traité de Versailles, elles seront soumises à la Commission germano-belge ou à la Commission germano-française de conciliation, organisées par les conventions d'arbitrage conclues à Locarno le 16 octobre 1925, sans porter atteinte aux pouvoirs du Conseil et de la Société des Nations.

Les pourparlers d'ordre financier furent longs.

Quatre semaines (sur 4 1/2) furent consacrées à discuter le pourcentage de l'indemnité revenant à chaque pays créancier.

Les experts financiers, dont les conclusions n'engageaient pas leurs Gouvernements respectifs, avaient mis en question les pourcentages arrêtés en 1920 à Spa.

Il en résultait que la part attribuée à la Grande-Bretagne n'atteignait plus 22 p.c., tandis que la France conservait 52 p.c., la Belgique 8 p.c. et que l'Italie voyait augmenter son pourcentage, fixé à 10 p.c. à la Conférence de Spa.

Le délégué britannique, M. Snowden,

mit une vive insistance à réclamer le retour aux cotations de Spa.

On trouva le moyen d'attribuer à son pays, en les prélevant sur le reliquat du Plan Dawes, constitué par les paiements effectués entre le moment où devait finir le Plan Dawes et celui où devait commencer le Plan Young, 75 p.c. de la somme qu'il réclamait.

En mettant fin à la Conférence d'août, le Président, M. Jaspar, a pu constater dans le protocole du 31 août 1929, que « sur toutes les questions politiques figurant à son ordre du jour, accord avait été conclu entre les Puissances intéressées »; quant au problème financier « que diverses questions relatives au plan du 7 juin 1929 (plan Young) ayant été réglées dans leurs grandes lignes », « tous les Gouvernements représentés à la Conférence avaient accepté en principe le dit plan ».

Un premier pas, décisif, on le voit, venait d'être fait. Il fallait en faire un second, important aussi.

Il y avait lieu en effet de liquider dans une série de traités appropriés, ce qui restait de la guerre.

Une nouvelle conférence fut donc réunie à La Haye en janvier dernier.

Quatorze traités principaux et huit traités en liaison avec les travaux de la Conférence furent signés. Parmi les derniers, figure le traité relatif aux Marks allemands en Belgique.

Les membres du Sénat ont reçu les textes de ces Traités. Il n'est donc pas nécessaire de les analyser. On en trouve d'ailleurs l'essentiel, au point de vue des intérêts belges, dans l'Exposé des Motifs du projet de loi.

Le plus important d'entre eux est, évidemment, celui qui règle le problème des réparations dues par l'Allemagne.

Examinons rapidement quelles sont les solutions qu'il consacre au point de vue financier, et quelles sont les conséquences qu'il entraîne au point de vue politique.

CHAPITRE II.

LE RÈGLEMENT DES RÉPARATIONS.

Au point de vue belge, il y a lieu de tenir compte :

I. Du règlement de la question des marks ;

II. Des réparations.

I. — *Les marks.*

Les négociateurs désignés au début de juin 1929 par la Belgique et l'Allemagne, MM. Gutt et Ritter, aboutirent promptement à l'accord du 13 juillet 1929, qui fut incorporé au point de vue des paiements, dans l'exécution même du Plan Young, et qui assure à la Belgique les annuités suivantes :

Annuités				RMks.	Traduits en francs belges.
1 ^{er} septembre 1929-31 mars 1930					138,769,200
1 ^{er} avril 1930-31 mars 1931					184,169,000
— 1931- — 1932					184,169,000
— 1932- — 1933					184,169,000
— 1933- — 1934					222,716,000
— 1934- — 1935					222,716,000
— 1935- — 1936					222,716,000
— 1936- — 1937					222,716,000
— 1937- — 1938					222,716,000
— 1938- — 1939					222,716,000
— 1939- — 1940					222,716,000
— 1940- — 1941					222,716,000
— 1941 — 1942					172,176,600
— 1942- — 1943					172,176,600
— 1943- — 1944					172,176,600
— 1944- — 1945					172,176,600
— 1945- — 1946					172,176,600
— 1946- — 1947					172,176,600
— 1947- — 1948					172,176,600
— 1948 — 1949					172,176,600
— 1949- — 1950					79,663,800
— 1950- — 1951					79,663,800
— 1951- — 1952					79,663,800
— 1952- — 1953					79,663,800
— 1953- — 1954					79,663,800
— 1954- — 1955					79,663,800
— 1955- — 1956					79,663,800
— 1956- — 1957					79,663,800
— 1957- — 1958					79,663,800
— 1958- — 1959					79,663,800
— 1959- — 1960					79,663,800
— 1960- — 1961					79,663,800
— 1961- — 1962					79,663,800
— 1962- — 1963					79,663,800
— 1963- — 1964					79,663,800
— 1964- — 1965					79,663,800
— 1965- — 1966					79,663,800

Ces sommes sont évidemment loin de répondre au dommage réel qu'a causé à la Belgique la reprise des marks allemands. — Le chiffre total correspond, cependant à peu de chose près, au chiffre fixé — avant la dépréciation de notre monnaie — dans l'accord Erzberger conclu en 1919.

L'Allemagne a, au surplus, obtenu une sérieuse compensation par l'abandon à son profit du produit de la liquidation finale des séquestres. Si l'on tient compte cependant, de la difficulté que la Belgique avait éprouvée jusqu'ici à obtenir de l'Allemagne l'ouverture même de négociations, ce résultat apparaît comme satisfaisant et on peut en féliciter les négociateurs.

II. *Les réparations :*

Trois éléments caractérisent le nouveau plan des réparations. Ce sont :

A. La fixation du chiffre de la dette ;

B. Les garanties au point de vue du payement ;

C. L'exécution commerciale par la mobilisation.

Examinons-les en peu de mots.

A. Le Plan Young se caractérise d'abord par la *fixation de la dette* :

La dette de l'Allemagne était indéter-

minée dans le Plan Dawes, en raison à la fois de l'indice de prospérité et de l'incertitude quant au nombre des annuités.

Dans le Plan Young, la dette est définitivement fixée.

Elle est en même temps réduite. Cette réduction a comme contre-partie les garanties dont nous parlerons plus loin, et la possibilité de mobiliser les annuités.

L'annuité à payer en ce moment, en vertu du plan Dawes, était de deux milliards 500 millions de Reichmark, plus l'annuité complémentaire correspondant à l'indice de prospérité.

L'annuité est désormais réduite pendant trente-sept ans à une moyenne de 1 milliard 988 millions 800,000 Reichmark. Elle suffit pour payer à la fois les réparations et la partie de la dette due par les Puissances créancières à l'étranger.

Les annuités suivantes s'échelonnent sur vingt-deux années et ne devront plus servir qu'au payement dû aux Etats-Unis.

Voici le tableau de ces annuités, tel qu'il a été dressé par les experts (Annexe VII du Rapport).

RÉPARTITION DES ANNUITÉS PROPOSÉE PAR LES EXPERTS DES PUISSANCES CRÉANCIÈRES REPRÉSENTÉES AU COMITÉ

(En millions de Reichsmarks)

ANNÉE FINANCIÈRE ALLEMANDE	FRANCE	EMPIRE BRITAN- NIQUE	ITALIE	BEL- GIQUE	ROU- MANIE	SERBIE	GRÈCE	POR- TUGAL	JAPON	POLOGNE	ÉTATS- UNIS D'AMÉR.	TOTAL
1929-30 (1)	418.8	53.1	42.5	70.7	"	72.1	"	6.0	13.2	0.5	65.9	742.8
1930-31	900.7	366.8	156.0	98.2	10.0	79.4	3.6	13.2	13.2	0.5	66.3	1,707.9
1931-32	838.4	362.0	190.8	102.6	12.0	79.3	6.7	13.2	13.2	0.5	66.1	1,685.0
1932-33	879.8	364.5	196.3	105.9	13.0	79.4	6.9	13.2	13.2	0.5	66.1	1,738.2
1933-34	879.1	454.8	192.4	100.3	13.9	72.4	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,804.3
1934-35	941.8	450.1	193.6	102.8	14.7	72.5	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,866.9
1935-36	962.8	444.9	195.2	110.0	16.1	72.6	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,892.9
1936-37	1,004.1	438.1	197.2	116.9	17.2	73.8	8.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,939.7
1937-38	1,031.8	452.6	198.6	114.7	18.3	71.5	8.3	12.4	11.4	0.4	57.2	1,977.0
1938-39	1,052.4	447.1	200.2	114.8	19.1	71.8	8.5	12.4	11.4	0.4	57.2	1,995.3
1939-40	1,087.3	442.5	204.1	117.0	23.7	74.5	8.4	13.6	11.9	0.4	59.4	2,042.8
1940-41	1,179.9	457.1	211.5	117.1	20.1	76.1	8.4	13.6	11.9	0.4	59.4	2,155.5
1941-42	1,171.2	456.3	223.1	123.9	20.0	83.9	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,180.7
1942-43	1,191.4	446.0	225.5	124.1	20.6	88.2	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,198.0
1943-44	1,190.8	439.8	227.8	124.2	21.1	88.3	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,194.3
1944-45	1,190.7	450.5	230.5	123.9	21.1	88.5	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,207.5
1945-46	1,190.8	439.1	233.3	124.0	25.7	88.7	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,203.8
1946-47	1,188.1	432.4	235.6	124.1	31.2	88.7	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,199.5
1947-48	1,185.2	439.6	237.1	124.1	28.4	88.8	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,215.2
1948-49	1,185.1	439.1	239.4	124.2	31.2	88.8	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,210.0
1949-50	1,248.6	439.6	248.1	134.6	31.1	90.8	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,316.8
1950-51	1,277.9	440.5	260.1	134.7	31.1	99.9	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,359.2
1951-52	1,248.5	441.1	272.8	134.7	31.1	100.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,343.2
1952-53	1,248.3	441.4	275.6	134.7	31.1	100.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.0	2,346.3
1953-54	1,248.2	445.6	278.5	134.7	31.1	100.1	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,353.3
1954-55	1,248.1	453.6	281.3	134.7	31.1	100.7	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,364.6
1955-56	1,248.2	444.2	285.4	134.7	31.1	101.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,359.8
1956-57	1,248.1	434.7	289.0	134.9	31.1	101.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,354.2
1957-58	1,278.6	407.5	292.6	134.9	31.1	102.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,361.8
1958-59	1,302.8	410.2	296.7	134.8	31.1	103.1	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,393.8

Ces annuités comprennent une partie *non différable* ou inconditionnelle, qui doit être payée par l'Allemagne, en monnaies étrangères, *sans aucun droit d'ajournement*. Elle est de 660 millions de Reichsmark, et forme environ un tiers de l'annuité.

La seconde partie de l'annuité est *différable*. Le transfert pourra en être différé, pendant une période ne dépassant pas deux ans, si en cas de crise, le change de l'Allemagne ou la vie économique de la Nation venaient à être sérieusement menacés.

Une partie de l'annuité peut, à titre de transition, et pour éviter des soubresauts dans la vie économique du débiteur, être payée en nature. Mais ces livraisons finiront après dix ans, et le barème en est décroissant. Il est de 750 millions de Reichsmark la première année et de 300 millions de Reichsmark la dernière des dix années.

Quelle est la part de la Belgique dans ces chiffres?

On voit dans le tableau ci-dessus qu'elle va de 98,2 millions de Reichs-

mark (en 1930-31) à 134,5 millions de Reichsmark les 17 dernières années de la première période de trente-sept ans.

En y ajoutant les annuités payables pour le règlement des marks, la Belgique recevra en francs belges, en moyenne, pendant les 37 premières années, des annuités de 1,140 millions de francs, tandis que la créance des autres puissances est réduite d'environ 20 p. c. La Belgique, grâce à l'accord des marks, recevra par l'exécution du Plan Young 64 millions de plus que ce qu'elle recevait sous l'application du Plan Dawes.

Après le paiement de notre dette aux États-Unis, nous conserverons par devers nous 757 millions de francs belges, alors que nous ne conservions que 693 millions antérieurement.

Les Allemands nous déchargent en outre de deux obligations, qui représentent ensemble un demi-milliard de francs belges.

Voici au surplus le tableau complet des annuités qui resteront à la Belgique après l'exécution des accords de Washington (d'après la fixation des experts dans les paiements allemands; Plan Young et Accord germano-belge du 13 juillet 1929.)

	En reichsmarks			En francs belges		
	Solde net après exécution de l'Accord de Washington.	Annuités « Marks ».	TOTAL (en millions de reichsmarks).	Solde net après exécution de l'Accord de Washington.	Annuités « Marks »	TOTAL (en millions de francs).
1er septembre 1929-31 mars 1930 . . .	70.7	16.2	86.9	605.6	138.8	744.4
1er avril 1930-31 mars 1931	71.1	21.5	92.6	609.0	184.2	793.2
— 1931- — 1932	70.9	21.5	92.4	607.3	184.2	791.5
— 1932- — 1933	71.5	21.5	93.0	612.5	184.2	796.7
— 1933- — 1934	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1934- — 1935	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1935- — 1936	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1936- — 1937	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1937- — 1938	61.4	26.0	87.4	526.0	222.7	748.7
— 1938- — 1939	61.4	26.0	87.4	526.0	222.7	748.7
— 1939- — 1940	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1940- — 1941	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1941- — 1942	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1942- — 1943	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1943- — 1944	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1944- — 1945	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1945- — 1946	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1946- — 1947	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1947- — 1948	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1948- — 1949	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1949- — 1950	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1950- — 1951	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1951- — 1952	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1952- — 1953	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1953- — 1954	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1954- — 1955	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1955- — 1956	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1956- — 1957	81.6	9.3	90.9	699.0	79.7	778.7
— 1957- — 1958	81.6	9.3	90.9	699.0	79.7	778.7
— 1958- — 1959	81.6	9.3	90.9	699.0	79.7	778.7
— 1959- — 1960	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1960- — 1961	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1961- — 1962	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1962- — 1963	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1963- — 1964	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1964- — 1965	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1965-	81.6	9.3	90.9	699.0	79.7	778.7

Au delà et jusqu'en 1986, l'annuité Young s'élèvera à 53.1 millions de Reichsmarks, soit la couverture de la dette contractée par la Belgique aux Etats-Unis (Accord de Washington.)

Il est bien entendu que les chiffres indiqués dans la dernière colonne de ce tableau doivent être diminués de 3,150,000 Reichsmarks pour tenir compte des ajustements consentis à La Haye..

Au delà et jusqu'en 1986, l'annuité Young s'élèvera à 454.8 millions de francs belges, soit la couverture de la dette contractée par la Belgique aux Etats-Unis (Accord de Washington.)

Il est bien entendu que les chiffres indiqués dans la dernière colonne de ce tableau doivent être diminués d'environ 25 millions de francs belges pour tenir compte des ajustements consentis à La Haye.

Nous avons dit qu'une partie des annuités allemandes pouvait être payée *en nature*. Ces paiements sont réglés par le règlement qui figure à l'annexe IX de l'accord de La Haye.

Tableau indiquant la Répartition des Presta
(remplaçant le tableau du § 190 de l'Annexe VII du Plan des
La Haye du
(En milliers

	FRANCE.			GRANDE- BRETAGNE Rec. Act.	ITALIE
	Prestations.	Rec. Act. (4,95 %).	Total.		
Régime transitoire (1.IX.29-31.III.30) . .	272,293.0	21,507.0	293,800	46,036.00	37,000
Annuités de prestations première année (1.IV.30-31.III.31)	364,090.4	36,609.6	400,700	190,964.00	52,500
Deuxième année (1931-32)	305,540.0	32,860.0	338,400	186,638.70	52,500
Troisième — (1932-33)	306,180.6	30,219.4	336,400	140,718.85	52,500
Quatrième — (1933-34)	304,506.3	29,693.7	334,200	138,270.60	52,500
Cinquième — (1934-35)	274,773.4	27,226.6	302,000	126,782.50	52,500
Sixième — (1935-36)	225,977.9	23,182.1	249,160	107,948.70	52,500
Septième — (1936-37)	196,314.9	20,545.1	216,860	95,669.70	52,500
Huitième — (1937-38)	166,674.6	17,985.4	184,660	83,750.10	52,500
Neuvième — (1938-39)	137,124.4	15,335.6	152,460	71,411.25	52,500
Dixième — (1.IV.39-31.VIII.39) . .	45,274.5	4,710.5	49,985	21,934.60	15,500
Total	2,598,750.0	259,875.0	2,858,625	1,210,125.00	525,000

Voici la part attribuée à la Belgique dans ces versements, et celle qui est réservée aux autres pays (d'après l'annexe I à l'annexe IX jointe à l'accord).

tions en Nature entre les Puissances créancières

Experts et celui de l'Annexe à l'Appendice 2 du Protocole de 31 août 1929).

de R. M).

BELGIQUE	JAPON	YUGO-SLAVIE	PORTUGAL	ROUMANIE	GRÈCE	Somme Prestations.	Rec. Act.	Total.
24,500.00	2,550	26,000	4,600	—	—	366,943.00	67,543.00	434,486.00
33,750.00	5,625	37,500	6,548	9,000	3,000	512,013.40	227,573.60	739,587.00
31,500.00	5,250	35,000	4,800	6,950	2,800	444,340.00	219,498.70	663,838.70
29,250.00	4,875	32,500	4,500	7,150	2,600	439,555.60	170,938.25	610,493.85
27,000.00	4,500	30,000	4,402	6,600	2,400	431,908.30	167,964.30	599,872.60
24,750.00	4,125	27,500	4,125	6,050	2,200	396,023.40	154,009.10	550,032.50
20,837.50	3,750	23,300	3,328	5,500	2,000	337,193.40	131,130.80	468,324.20
17,756.25	3,375	19,400	2,742	4,950	1,800	298,838.15	116,214.80	415,052.95
14,675.00	3,000	16,600	2,156	4,400	1,600	261,605.60	101,735.50	363,341.10
11,593.75	1,825	13,200	1,570	3,850	1,400	223,063.15	86,746.85	309,810.00
637.50	500	1,500	604	3,300	1,200	68,516.00	26,645.10	95,161.10
236,250.00	39,375	262,500	39,375	57,750	21,000	3,780,000.00	1,470,000.00	5,250,000.00

B. Une deuxième caractéristique du Plan Young se trouve dans les *Garanties de paiement*.

La contre-partie obtenue par les Puissances créancières, en échange de la réduction et de la limitation de la dette allemande se trouve dans les garanties déterminées par les experts au point de vue du paiement.

Elles sont d'ordres divers :

1° La première est d'ordre purement moral.

Elle consiste dans « *l'engagement solennel* » du Gouvernement allemand, accepté par les Puissances dans l'Accord de janvier 1930, « de payer les annuités établies conformément aux dispositions du nouveau Plan ».

Dans l'annexe I de l'Accord, les représentants de l'Allemagne, tout en affirmant que leur Gouvernement tient pour tout à fait impossible que dans l'avenir « un Gouvernement allemand se laisse aller à des actes faisant apparaître sa volonté de détruire le nouveau Plan », déclare que : « Si une ou plusieurs puissances créancières saisissent la Cour permanente de justice internationale de la question de savoir si des actes émanant du Gouvernement allemand font apparaître une volonté de détruire le nouveau Plan, le Gouvernement allemand est d'accord avec les Gouvernements créanciers pour accepter que la Cour permanente statue et déclare tenir pour légitime, dans le cas de décision affirmative de la Cour, que, en vue d'assurer l'exécution des obligations financières de la puissance débitrice, telles qu'elles résultent du nouveau Plan, là où les puissances créancières recouvrent leur pleine liberté d'action ».

Cette garantie morale, qui substitue dans les relations entre les anciens Etats belligérants une politique de confiance réciproque à une politique de défiance et de paix armée, est celle qui a fait l'objet des principales délibérations de la Conférence d'hiver à La Haye.

Bien que la Belgique ait été consultée à ce sujet, cette garantie a été débattue surtout entre les Ministres délégués de la France et de l'Allemagne.

Une partie de l'opinion publique en France et en Belgique eût sans doute désiré une sanction moins aléatoire et plus directe pour le cas où l'Allemagne, une fois de plus, se déroberait à ses engagements; elle semble cependant avoir admis que les conditions générales de l'Accord ne permettaient pas de considérer l'engagement solennel de la Puissance débitrice comme illusoire.

2° Une deuxième garantie pour les Puissances créancières se trouve dans les conditions d'allègement et de facilité dans lesquelles le Plan Young place l'Allemagne pour se libérer.

Les annuités sont définitives et l'indice de prospérité est supprimé.

La dette n'est pas seulement réduite, mais elle est établie de façon à ne plus constituer pour l'Allemagne un tel fardeau qu'elle puisse être sérieusement tentée de se mettre à dos, en manquant à ses engagements définitifs, le monde tout entier.

Déjà les Experts qui avaient établi le Plan Dawes, avaient étudié soigneusement la situation économique actuelle et les possibilités futures de l'Allemagne.

Ils avaient vu clair, car le Plan Dawes a parfaitement fonctionné pendant cinq ans.

Les rapports périodiques de l'Agent général des paiements, des trustees, et des Commissaires, aussi bien que les rapports de la Reichsbank, jetaient d'ailleurs un jour lumineux sur la situation économique et financière et sur le développement de l'Allemagne.

Six membres du Comité Dawes de 1924, se retrouvaient dans le Comité qui a élaboré le Plan Young.

Ces derniers, en fixant le chiffre total de la dette, le montant non différable des annuités, (qui est, on le sait de 660 millions de Reichsmark par an), la continuation pendant dix ans de transition des livraisons en nature, la possibi-

lité en cas de crise de différer pendant deux ans environ, les deux tiers des transferts, ont tenu à fixer — ce sont les mots dont les experts se servent — « Un chiffre inspiré par la prudence ».

Ils ont trouvé « qu'il est plus sage de sous-évaluer » le chiffre « plutôt que de courir le plus léger risque d'affaiblir le crédit de l'Allemagne ».

Ils ont en même temps libéré l'Allemagne des contrôles politiques et des restrictions de liberté qui pourraient entraver son crédit. L'Allemagne a recouvré son autonomie financière. Elle fera désormais face à ses engagements sous sa propre et entière responsabilité. Les Experts ont allégé aussi son budget, à ce point qu'ils expriment l'avis que, sans augmenter les impôts, « la réduction importante de la contribution budgétaire, si on la compare avec celle du Plan Dawes, permet de reprendre immédiatement le programme de réduction d'impôts en cours depuis 1924 ».

Ils ont par ces diverses mesures rendu plus légère et plus facile la charge du débiteur.

3° Ils ont aussi — c'est la troisième garantie donnée aux créanciers — créé plus de sécurité dans la continuité des paiements.

Le Plan Dawes impliquait un système de protection du change allemand par l'institution d'un Comité des transferts qui avait pour mission de convertir les Reichmarks payés par l'Allemagne en devises étrangères. Ce système avait à la fois l'avantage d'assurer le contrôle du créancier, et le désavantage d'arrêter éventuellement les paiements du débiteur. Il mettait ainsi obstacle à la mobilisation de la dette allemande.

A tout moment, l'Allemagne pouvait soutenir que son crédit était menacé par les transferts, et demander un moratoire pour ces transferts et même pour les paiements. Les marks dus demeuraient alors bloqués en Allemagne, et lorsqu'ils atteignaient 5 milliards,

l'Agent pouvait suspendre les paiements.

Le Plan Young, au contraire, donne au tiers de l'annuité un caractère inconditionnel et non différable, ce qui en permet la mobilisation. Et en ce qui concerne les deux autres tiers, le moratoire ne peut être appliqué qu'au cas où le change et la vie économique de l'Allemagne seraient « sérieusement menacés », et seulement pendant deux ans. Les intérêts des annuités différées devront être payés à la Banque des règlements internationaux. Le Gouvernement allemand s'engage d'ailleurs à ce que le Reichsmark conserve sa convertibilité en or ou en devises correspondantes.

4° Enfin, le Plan Young donne aux créanciers une garantie de paiement tangible, par l'affectation au paiement des annuités, de 660 millions de Reichsmarks, soit l'équivalent de l'annuité non différable, à prélever sur les recettes brutes de la Compagnie des Chemins de fer.

Il affecte de même au paiement des annuités certaines recettes (douanes et impôts de consommation).

C. La troisième caractéristique du plan se trouve dans son exécution commerciale par la *mobilisation des annuités*.

La possibilité pratique de pouvoir mobiliser les annuités prévues au Plan Young est indubitablement la compensation la plus sérieuse accordée aux Puissances créancières en échange de la réduction de la dette.

Les experts y ont attaché le plus grand prix.

Un membre de la Commission du Sénat a exprimé la crainte que le marché financier n'absorbe pas aisément 32 milliards de mark-or, soit 8 milliards de dollars ou 300 milliards de francs-papier, de titres portant la seule signature de l'Allemagne.

La crainte de ne pas voir absorber la dette allemande par le marché financier n'est pas dénuée de fondement

pour ceux qui envisageraient la mobilisation de la *totalité* des annuités.

Mais cette hypothèse de la mobilisation totale ne semble pas devoir se réaliser. Et en effet il y a lieu de distinguer la commercialisation de la mobilisation de la dette.

Toute la dette devient *commerciable*, en ce sens que la procédure adoptée par la création de la Banque des règlements internationaux à laquelle l'Allemagne doit verser les annuités, et qui distribuera les sommes dues aux Puissances créancières, et qui en outre devra se prêter à mobiliser des fractions des annuités en les capitalisant en obligations, « assimile le plus étroitement possible cette obligation à une obligation commerciale ordinaire ».

Il ne faut pas oublier que les titres représentant les obligations seront entre les mains, non plus des Etats, mais des particuliers de tous les pays d'Europe et du monde.

Si le débiteur se dérobaît, son crédit serait ruiné et ses exportations compromises. — Il risquerait de se mettre en faillite en face l'univers tout entier.

Au surplus pour accentuer le caractère de « commercialisation » de la dette, les annuités seront représentées par un certificat de dette allemand, qui sera déposé à la Banque, qui portera deux espèces de coupons, les uns afférents aux parties inconditionnelles, et les autres afférents aux parties éventuellement différables des annuités. Ce certificat est donc analogue à ceux qui sont de pratique constante dans le monde commercial et financier.

Mais la *mobilisation* n'est qu'une mesure de réalisation pratique mise au service de la commercialisation.

C'est le moyen pour les Gouvernements qui le désirent de se procurer des capitaux *par l'émission, sur le marché, d'obligations représentant la capitalisation d'une fraction plus ou moins forte de la partie inconditionnelle de l'annuité.*

Certains créanciers — plutôt que de

recourir à l'emprunt indirect que constitue la commercialisation — préféreront recevoir les paiements annuels en monnaie.

Les autres ne songeront d'ailleurs, selon toute vraisemblance, qu'à mobiliser la partie non différable des annuités.

La mobilisation d'ailleurs ne pourra se faire qu'au fur et à mesure des possibilités du marché. Les Experts prévoyaient dans le rapport du 7 juin qu'elle ne se ferait que « dans un délai raisonnable ».

Pratiquement, on prévoit la mobilisation immédiate de 200 millions de dollars pour les Puissances créancières, et les milieux avertis pensent qu'il est possible de placer en même temps pour les besoins de l'Allemagne un emprunt de cent millions de dollars.

L'Accord prévoit également une collaboration entre l'Allemagne et ses créanciers en ce sens que l'Allemagne aura le droit de souscrire une participation de l'emprunt des réparations aux conditions d'origine sans payer de commission.

D'une façon générale, l'Allemagne acquiert le droit de participation aux emprunts extérieurs qui se feront par l'entremise de la B. R. I. et cela dans la proportion d'un tiers, les deux tiers restants étant à répartir entre les créanciers.

Il va sans dire cependant qu'en intéressant directement l'Allemagne dans le mécanisme de la Banque, et en substituant ainsi une modalité de paiement d'ordre économique et commercial courant à un mode de paiement à caractère exclusivement politique, on a préféré mettre l'Allemagne en face d'une menace de ruine intérieure plutôt qu'en face d'une menace de guerre.

Cette notion nouvelle et pacifique du problème des réparations correspond incontestablement à la notion nouvelle de pacification qui dans la volonté actuelle des Puissances semble devoir régler les relations politiques entre les Nations.

CHAPITRE III.

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES
DES ACCORDS.

La conséquence qu'entraînent les Accords de La Haye dans l'ordre politique est double :

Elle vise, d'une part, *l'évacuation du Rhin*.

Elle a trait, d'autre part, aux clauses de démilitarisation inscrites dans le *Traité de Versailles*.

Un membre de la Commission du Sénat a exprimé de vives appréhensions au sujet de la situation que créent à ce double point de vue les Accords de La Haye.

Il craint qu'en renonçant au droit d'occuper la rive gauche du Rhin aussi longtemps que les réparations ne seraient pas régulièrement payées (art. 430), et en abandonnant en tous cas cette occupation cinq ans avant le terme fixé au Traité de Versailles, les Alliés renoncent à une garantie précieuse, qui n'est pas compensée par le seul Traité garantissant en ce moment notre sécurité, le Traité de Locarno. Ce dernier Traité est, à ses yeux, imparfait, et il demande qu'on s'efforce de l'améliorer dans le sens de l'avant-projet de Traité bilatéral envisagé en 1922 par la Belgique et la Grande-Bretagne, de façon que l'on ne puisse pas douter de l'intervention de cette puissance garante si la Belgique devait être à nouveau envahie.

La Commission du Sénat a reconnu que les Accords de La Haye nous obligent à évacuer anticipativement la rive gauche du Rhin et qu'une réoccupation sur la base de l'article 430 du Traité de Versailles ne peut plus pratiquement être envisagée.

Elle a reconnu de même que le Traité de Locarno ne précise pas, *in terminis*,

que l'Angleterre devrait éventuellement venir à notre secours avec toutes ses forces de terre et de mer. L'Angleterre n'a que l'obligation de nous « prêter assistance ». Elle a en outre une certaine faculté d'apprécier le caractère de l'agression, tout au moins jusqu'à ce que la Société des Nations soit intervenue et ait pris position.

Mais la Commission a en même temps considéré que la seconde zone du Rhin devait être évacuée le 10 janvier 1930, et qu'en ce qui concerne la troisième zone, qui n'aurait strictement dû être évacuée que le 10 janvier 1935, la Belgique n'y était pas représentée par son armée. Seules la France et la Grande-Bretagne occupaient cette zone, qui selon l'avis de l'état-major belge, ne présentait pas un intérêt immédiat pour notre pays. L'Angleterre était décidée à retirer ses troupes. La France a décidé de faire de même. La Belgique n'aurait en aucun cas pu se mettre en travers de cette double résolution. Il faut constater d'ailleurs que le maintien des troupes alliées sur le Rhin eut entraîné de la part de l'Allemagne le refus absolu d'entériner les Accords de La Haye, auxquels, au point de vue financier, une partie considérable de l'opinion publique attache un grand prix.

D'autre part, bien que la sanction vis-à-vis de l'Allemagne soit affaiblie, en ce sens qu'au lieu de pouvoir occuper le Rhin en cas de non paiement de l'annuité allemande, les alliés, ou l'un d'entre eux, devront faire décider par la Cour de La Haye que l'Allemagne a eu la volonté délibérée de ruiner le Plan Young, il y a lieu de remarquer que si cette éventualité venait à se réaliser, chacun des alliés reprendrait sa liberté d'action. Alors que sous le régime du Traité de Versailles, il fallait réunir l'unanimité au sein de la Commission des réparations et procéder à l'occupation au moyen de troupes alliées, chacun des pays créanciers pourra désormais agir isolément.

Il est important, en outre, de remarquer que l'abandon de la rive gauche du Rhin par les troupes alliées laisse entiers les articles 42 et 43 du Traité de Versailles, aux termes desquels la Rhénanie se trouve démilitarisée. Il ne peut y avoir demain pas plus que hier le long de la rive gauche et sur une bande large de 150 kilomètres le long de la rive droite, ni troupes, ni fortifications, ni moyens ou facilités de mobilisation. Si ces prescriptions sont violées, il nous sera facile de recourir à la Commission belgo-allemande, instituée en vertu du Traité de Locarno et de faire constater ces infractions.

Quant au Traité de Locarno, il n'est certes pas exclu de la politique belge de penser au moment propice de l'améliorer, mais nous devons admettre que l'Allemagne n'est pas tenue seulement à respecter désormais notre indépendance et notre intégrité territoriale en vertu de ce Traité. Elle fait partie de la Société des Nations. Elle est obligée par le Pacte de Genève, dont on s'efforce d'ailleurs en ce moment de préciser et d'améliorer l'article 16, en ce qui concerne l'assistance à donner à l'Etat attaqué. Elle est engagée aussi par le Pacte Kellogg, qui va plus loin que le Pacte de la Société des Nations, dans l'interdiction de faire la guerre. Elle est tenue enfin par les Traités d'arbitrage qui au moment où tant de Nations donnent leur adhésion à la clause facultative de la Cour de La Haye ne constituent pas un vain mot.

Ces Traités ont ainsi amené les Alliés, par une politique commune à laquelle la Belgique n'eût d'ailleurs pas pu se soustraire, à prendre ces mesures importantes de salut public avec le concours et l'engagement de l'Allemagne, et non pas uniquement contre elle.

Les Puissances européennes ont ainsi

dressé d'avance, contre un agresseur éventuel, toutes les nations honnêtes. Elles ont remplacé peu à peu l'atmosphère de haine par une atmosphère de tolérance et de paix.

Certes les leçons de la guerre sont trop présentes à nos esprits pour que nous puissions, en présence surtout de certaines manifestations d'opinion souvent inquiétantes dans quelques milieux d'Outre-Rhin, nous départir de la vigilance que nous impose notre faiblesse relative et la situation géographique de nos frontières.

Mais la Belgique, pacifique par nature autant que par intérêt, a trop le désir et la volonté de voir se rétablir une mentalité de paix en Europe, pour se dérober dans la voie nouvelle où est entré le monde, et où la guerre est désormais stigmatisée comme le plus infamant et le plus inadmissible des crimes.

Aussi la Commission du Sénat, en adoptant le projet de loi relatif aux Accords de La Haye, a-t-elle tenu à affirmer qu'à son sens, dans l'état actuel du problème de la sécurité et de celui des réparations, ces traités constituent une solution heureuse, et que les membres du Gouvernement du Roi et les négociateurs qui se sont trouvés à leurs côtés, ont bien mérité du pays, en lui assurant la plus forte somme d'avantages que nous pouvions espérer, et en montrant une fois de plus, par le prestige et l'autorité qui se sont dégagés de leur concours, qu'un petit pays peut être parfois une grande nation.

Le Président,
H. LA FONTAINE.

Le Rapporteur,
PAUL SEGERS.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 25 FEBRUARI 1930

Verslag uit naam van de Commissie van Buitenlandsche Zaken, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot goedkeuring van de op 20 Januari 1930, te 's Gravenhage ondertekende Akkoorden alsmede van sommige daarmede verband houdende Akkoorden.

(Zie n^r 75 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter ; DE BROUCKERE, BARON DORLODET, BARON DESCAMPS, de heeren DIGNEFFE, FRANÇOIS, LEYNIERS, JOACHIM, POLET, VOLCKAERT en SEGERS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De conferenties die met de Akkoorden van Den Haag werden besloten zijn gewis de meest belangrijke die sedert het Verdrag van Versailles werden gehouden.

Zij wijzigen dit laatste, zoowel ten aanzien van de veiligheidsvraagstukken als wat betreft de door Duitschland verschuldigde herstellingen. Op het stuk van na-oorlogsche betrekkingen stellen zij een vasten toestand, en die volgens de menschelijke vooruitzichten volledig en definitief is, in de plaats van de onzekerheid en het tastend zoeken van de jongste jaren.

De Voorzitter van de Conferentie drukte daarop het kenmerk in zijn slotrede met de woorden : « Dit plan is een grootsch werk van verzoening en mannelijke schikking, doch tevens een grootsche daad van geloof in de toekomst... In de geschiedenis van Europa wijst het een uur aan waarvan de plichtigheid hoop en geloof voor grondslag heeft. »

In den loop dezer achttien jongste maanden heeft eenieder den gang van de gebeurtenissen en onderhandelingen die zich in het openbaar te Genève, te

Parijs en in Den Haag hebben afgespeeld, kunnen nagaan.

Een bondige doch volledige uiteenzetting daarvan werd door den Eersten Minister en door den Minister van Buitenlandsche Zaken gedaan in de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Deze uiteenzetting hadden zij trouwens reeds gedaan tijdens een vergadering van de Senaatscommissie voor Buitenlandsche Zaken.

Buitendien wordt in het verslag uit naam van deze commissie in 1929 op omstandige wijze het vraagstuk van de herstellingen sedert den wapenstilstand bestudeerd alsook de werking van het Dawesplan. Daarop hoeven wij niet terug te komen. Het Youngplan werd bekend gemaakt en oveigedrukt of samengevat in gespecialiseerde tijdschriften, als « L'Europe Nouvelle ».

Gelet op den korten tijd waarover wij beschikken voor het opstellen van dit verslag en op de gansch bijzondere aandacht die mannen, met een openbaar mandaat bekleed, aan dit vraagstuk hebben gewijd, kunnen wij naar deze gekende gegevens verwijzen.

Wij brengen dus bondig in herinnering : 1^o de wording van Akkoorden van Den Haag en hun doel; 2^o de oplos-

singen die zij bekrachtigen met het oog op de regeling van het herstelvraagstuk; 3° de gevolgen die zij na zich slepen op politiek gebied.

EERSTE HOOFDSTUK.

DE WORDINGSGESCHIEDENIS VAN DE AKKOORDEN.

Naar men weet had het Dawes-plan geen definitief karakter.

Het bepaalde niet het aantal te betalen annuïteiten, dat wil zeggen de totale schuld van Duitschland.

Het legde aan den debiteur-staat controle-maatregelen op met een politiek karakter en beperkingen van zijn initiatief en van zijn krediet.

Op 16 September 1928, stelden de vertegenwoordigers van Duitschland, België, Frankrijk, Groot-Brittannië, Italië en Japan, te Geneve vergaderd, hun akkoord over de volgende punten vast :

1° Opening van een officiële onderhandeling met betrekking tot de door den Kanselier van het Reich gestelde vraag over de vervroegde ontruiming van Rijnland;

2° Noodzakelijkheid van een volledige en definitieve regeling van het herstelvraagstuk en oprichting, met dat doel, van een Commissie van financiële deskundigen door de zes Regeeringen aangeduid;

3° Principe van de oprichting van een Commissie voor vaststelling en minnelijke schikking : de samenstelling, werking, doel en duur van deze Commissie zullen het voorwerp van een onderhandeling tusschen de Regeering uitmaken.

De Minister van Buitenlandsche Zaken, de heer Hymans, nam deze gunstige gelegenheid te baat om Duitschland aan te zetten ook het vraagstuk op te lossen van de overneming der marken die tijdens den oorlog aan België werden opgelegd.

Men begon met financiële deskundigen te benoemen.

Dezen, ten getale van 14, vergaderden te Parijs van 11 Februari tot aanvang Juni en dienden, op 7 Juni 1929, hun verslag met zijne bijlagen in.

Dit verslag zette een volledig en definitief plan voor regeling van het herstelvraagstuk uiteen. Het kreeg den naam Young-plan.

In den loop der onderhandelingen slaagde de heer Francqui, vertegenwoordiger van België erin, te doen aannemen dat eindelijk het markenvraagstuk diende te worden opgelost. België verklaarde zijne toetreding tot het plan der deskundigen afhankelijk te stellen van deze regeling. De deskundigen hadden echter geen bevoegdheid om een formule tot regeling voor te stellen. Doch de Duitse gedelegeerde Dr Schacht schreef, uit naam van zijn Regeering, tot den heer Young, dat hij bereid was onderhandelingen over het « markengeschil » onmiddellijk in te zetten en af te sluiten, nog vóór het inwerking treden van het Nieuwe Plan voor de herstellingen.

Het geschiedde aldus.

Een Conferentie van de betrokken landen vergaderde in Den Haag, in Augustus laatstleden, om het plan der deskundigen goed te keuren.

Twee commissiën werden aangesteld, de eene om zich met *politieke* vraagstukken in te laten (ontruiming van Rijnland en controle over de demilitarisatie), de andere, onder voorzitterschap van Baron Houtart, Belgisch Minister van Financiën, om het *financiële* vraagstuk te regelen.

Men weet dat het algemeen voorzitterschap van de Conferentie werd opgedragen aan den Belgischen Eersten Minister, eerst ten voorloopigen titel, uit hoofde van de aanvankelijk ingevoerde beurtwisseling, later, definitief wegens het vertrouwen dat hij onmiddellijk inboezemde. Men weet ook met welke distinctie en met welk gezag de heer Jaspar zich van zijn taak heeft gekweten.

De onderhandelingen van *politieken*

aard werden vooral gevoerd in private gesprekken, tusschen de ministers van de vier betrokken mogendheden.

Zij leidden tot een wisseling van brieven, op 30 Augustus 1929, waarin de heeren Hymans, Henderson en Briand eenerzijds, en de heer Streseman anderzijds, zich akkoord verklaarden om de ontruiming van de 2^e zone van den Rijn te verwezenlijken binnen een termijn die moet aanvangen na de goedkeuring door de Deutsche en Fransche Parlementen en de ten uitvoerlegging van het Young-plan en in alle geval moet eindigen binnen een termijn van acht maanden en einde Juni 1930 niet moet overschrijden.

Een akkoord kwam tot stand op denzelfden datum (30 Augustus 1929), betreffende de artt. 42 en 43 van het Verdrag van Versailles. Het is bekleed met de handteekeningen van de 4 ministers die het akkoord ondertekenden betreffende de ontruiming van den Rijn en bovendien met deze van den afgevaardigde van Italië, den heer Grani. Het akkoord is afhankelijk van de principiele aanneming van het Plan der Deskundigen. Het bepaalt dat, indien moeilijkheden rijzen ten opzichte van de naleving van de artt. 42 en 43 van het Verdrag van Versailles, zij voorgelegd worden aan de Duitsch-Belgische Commissie of aan de Duitsch-Fransche Commissie tot verzoening, ingericht bij de overeenkomsten tot arbitrage gesloten te Locarno op 16 October 1925, zonder inbreuk te maken op de macht van den Volkenbond en van zijn Raad.

De onderhandelingen van *financieelen aard* waren lang.

Vier weken (op 4 1/2) werden besteed aan de bespreking van het tenhonderd der vergoeding die aan elk der schuld-eischende landen toekomt.

De financiële deskundigen, wier conclusiën hun onderscheiden Regeeringen niet verbonden, hadden de percentages in 1920 te Spa bepaald, naar voren gebracht.

Daaruit volgde dat het aandeel toege-

kend aan Groot-Brittannië niet meer 22 t. h. bereikte, terwijl Frankrijk 52 t. h. behield, België 8 t. h. en dat Italië zijn percentage dat te Spa op 10 t. h. werd bepaald, zag verhoogen.

De Britsche afgevaardigde, de heer Snowden, drong sterk aan voor terugkeer tot de verhoudingen van Spa. Men vond het middel aan zijn land 75 t. h. van de som die hij vroeg toe te kennen mits deze som te nemen op het aanbod van het Dawesplan, gevestigd door de sommen betaald tusschen het oogenblik dat het Dawesplan moest ophouden en het Youngplan moest beginnen.

Bij het sluiten der Conferentie van Augustus, kon de Voorzitter, de heer Jaspar, in het protocol van 31 Augustus 1929 vaststellen dat « over al de *politieke* vraagstukken die op de dagorde stonden, akkoord was gesloten tusschen de betrokken Mogendheden », wat het financieel vraagstuk betreft « dat verschillende vragen betreffende het plan van 7 Juni 1929 (Youngplan) in hun groote lijnen geregeld zijnde, al de Regeeringen ter Conferentie vertegenwoordigd, het bedoelde plan in beginsel hadden aangenomen ».

Men ziet dat een besluite eerste stap gedaan werd. Een tweede, ook belangrijke, moest gedaan worden.

Inderdaad, wat nog van den oorlog overbleef moest nog in een reeks passende verdragen vereffend worden.

Een nieuwe Conferentie werd dus in Januari jl. in Den Haag bijeengeroepen.

Veertien hoofdzakelijke verdragen en acht verdragen in verband met de werken der Conferentie werden ondertekend. Tot de laatste behoort het verdrag in zake de Deutsche marken in België.

De leden van den Senaat hebben de teksten dezer Verdragen ontvangen. Het is dus niet noodig ze te ontleiden. Men vindt trouwens de hoofdzaak ten opzichte van de Belgische belangen in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp.

Het belangrijkste onder hen is stellig

dit waarbij het vraagstuk der herstellingen door Duitschland verschuldigd geregeld wordt.

Onderzoeken wij vluchtig welke oplossingen het aanbrengt op *financieel* gebied, en welke gevolgen het in *politiek* opzicht meesleept.

HOOFDSTUK II.

DE REGELING DER HERSTELLINGEN.

In Belgisch opzicht, dient er rekening gehouden :

I. Met de regeling van het vraagstuk der marken.

II. Met de herstelbetaling.

De Marken.

De onderhandelaars, die aanvang Juni 1929 door België en Duitschland werden aangeduid, nl. de heeren Gutt en Ritter, hebben spoedig de overeenkomst van 13 Juli 1929 getroffen, die in opzicht van betalingen werd samengevoegd met de uitvoering zelf van het Youngplan, en die aan België de volgende annuïteiten verzekert :

Annuïteiten.				Reichsm. omgezet in Belgische franks.
1 September 1929-31 Maart 1930	.	.	.	138,769,200
1 April 1930-31 Maart 1931	.	.	.	184,169,000
— 1931- — 1932	.	.	.	184,169,000
— 1932- — 1933	.	.	.	184,169,000
— 1933- — 1934	.	.	.	222,716,000
— 1934- — 1935	.	.	.	222,716,000
— 1935- — 1936	.	.	.	222,716,000
— 1936- — 1937	.	.	.	222,716,000
— 1937- — 1938	.	.	.	222,716,000
— 1938- — 1939	.	.	.	222,716,000
— 1939- — 1940	.	.	.	222,716,000
— 1940- — 1941	.	.	.	222,716,000
— 1941- — 1942	.	.	.	172,176,600
— 1942- — 1943	.	.	.	172,176,600
— 1943- — 1944	.	.	.	172,176,600
— 1944- — 1945	.	.	.	172,176,600
— 1945- — 1946	.	.	.	172,176,700
— 1946- — 1947	.	.	.	172,176,600
— 1947- — 1948	.	.	.	172,176,600
— 1948- — 1949	.	.	.	172,176,600
— 1949- — 1950	.	.	.	79,663,800
— 1950- — 1951	.	.	.	79,663,800
— 1951- — 1952	.	.	.	79,663,800
— 1952- — 1953	.	.	.	79,663,800
— 1953- — 1954	.	.	.	79,663,800
— 1954- — 1955	.	.	.	79,663,800
— 1955- — 1956	.	.	.	79,663,800
— 1956- — 1957	.	.	.	79,663,800
— 1957- — 1958	.	.	.	79,663,800
— 1958- — 1959	.	.	.	79,663,800
— 1959- — 1960	.	.	.	79,663,800
— 1960- — 1961	.	.	.	79,663,800
— 1961- — 1962	.	.	.	79,663,800
— 1962- — 1963	.	.	.	79,663,800
— 1963- — 1964	.	.	.	79,663,800
— 1964- — 1965	.	.	.	79,663,800
— 1965- — 1966	.	.	.	79,663,800

Het spreekt vanzelf dat deze sommen op verre na niet beantwoorden aan de werkelijke schade die aan België werd berokkend door het overnemen der Duitsch : marken. Het globlaal bedrag stemt evenwel op weinig na overeen met de som die — vóór de inzinking onzer munt — werd bepaald in 1919 gesloten overeenkomst Erzberger.

Duitschland heeft bovendien een ernstige compensatie ontvangen door het afstaan, te zijnen voordeele, van de opbrengst der eindvereffening van de sekwesters. Zoo men evenwel rekening houdt met de moeilijkheid door België tot nog toe ondervonden om van Duitschland zelfs het aanknoopen van onderhandelingen te bekomen, dan lijkt deze uitslag bevredigend en kan men de onderhandelaars daarmede gelukwensen.

II. De herstelbetalingen :

Drie feiten kenschetsen het nieuwe plan der herstelbetalingen, en wel :

A. Het vaststellen van het bedrag der schuld ;

B. De waarborgen inzake betaling ;

C. De commercieele uitvoering der mobilisatie.

Laten wij die feiten bondig onderzoeken.

A. Het Youngplan wordt vooreerst gekenmerkt door de *vastelling van de schuld*.

Duitschlands schuld was in het Dawesplan onbepaald, tevens wegens het index van voorspoed en wegens de onzekerheid van het aantal annuïteiten.

In het Youngplan wordt de schuld definitief vastgesteld.

Zij wordt tevens verminderd. Tegen deze vermindering wegen op de waarborgen, die wij verder zullen onderzoeken, en de mogelijkheid de annuïteiten te mobiliseeren.

De thans krachtens het Dawesplan te betalen annuïteit bedroeg 2 milliard 500 miljoen R. M., plus de aanvullende annuïteit overeenstemmende met het index van voorspoed.

Voortaan wordt de annuïteit gedurende zeven en dertig jaar herleid tot gemiddeld 1 milliard 988 miljoen 800,000 R. M. Zij volstaat om tevens de herstellingen te betalen alsmede het gedeelte der schuld, waarop het buitenland vanwege de schuldeischende mogelijkheden aanspraak heeft.

De volgende annuïteiten zijn verdeeld over twee en twintig jaar en zullen nog enkel moeten dienen voor de afbetaling der aan de Vereenigde Staten verschuldigde sommen.

Ziehier de tabel dezer annuïteiten, zooals zij werd opgesteld door de deskundigen (Bijlage VII van het Verslag).

Verdeeling der annuïteiten voorgesteld door de deskundigen der schuldeischende mogendheden vertegenwoordigd in het Comitéit

(In miljoenen Reichsmarken)

DUITSCH FINANCIEEL JAAR	FRANK- RIJK	BRITSCH RIJK	ITALIË	BEIGIË	ROE- MENIË	SERVIË	GRIEKEN- LAND	POR- TUGAL	JAPAN	POLEN	VEREE- NIGDE STATEN VAN AMERIKA	TOTAAL
1929-30 (1)	418.8	53.1	42.5	70.0		72.1		6.0	13.2	0.5	65.9	742.8
1930-31	900.7	366.8	156.0	98.2	10.0	79.4	3.6	13.2	13.2	0.5	66.3	1,707.9
1931-32	838.4	362.0	190.8	102.6	12.0	79.3	6.7	13.2	13.2	0.5	66.1	1,685.0
1932-33	897.8	364.5	196.3	105.9	13.0	79.4	6.9	13.2	13.2	0.5	66.1	1,738.2
1933-34	879.1	454.8	192.4	100.3	13.9	72.4	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,804.3
1934-35	941.8	450.1	193.6	102.8	14.7	72.5	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,866.9
1935-36	962.8	444.9	195.2	110.0	16.1	72.6	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,892.9
1936-37	1,004.1	438.1	197.2	116.9	17.2	73.8	8.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,939.7
1937-38	1,031.8	452.6	198.6	114.7	18.3	71.5	8.3	12.4	11.4	0.4	57.2	1,977.0
1938-39	1,052.4	447.1	200.2	114.8	19.1	71.8	8.5	12.4	11.4	0.4	57.2	1,995.3
1939-40	1,087.3	442.5	204.1	117.0	23.7	74.5	8.4	13.6	11.9	0.4	59.4	2,042.8
1940-41	1,179.9	457.1	211.5	117.1	20.1	76.1	8.4	13.6	11.9	0.4	59.4	2,155.5
1941-42	1,171.2	456.3	223.1	123.9	20.0	83.9	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,180.7
1942-43	1,191.4	446.0	225.5	134.1	20.6	88.2	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,198.0
1943-44	1,190.8	439.8	227.8	124.2	21.1	88.3	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,194.3
1944-45	1,190.7	450.5	230.5	123.9	21.1	88.5	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,207.5
1945-46	1,190.8	439.1	233.3	124.0	25.7	88.7	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,203.8
1946-47	1,188.1	432.4	235.6	124.1	31.2	88.7	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,199.5
1947-48	1,185.2	439.6	237.1	124.1	28.4	88.8	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,215.2
1948-49	1,185.1	439.1	239.4	124.2	31.2	88.8	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,210.0
1949-50	1,248.6	439.6	248.1	134.6	31.1	99.8	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,316.8
1950-51	1,277.9	440.5	260.1	134.7	31.1	99.9	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,359.2
1951-52	1,248.5	441.1	272.8	134.7	31.1	100.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,343.2
1952-53	1,248.3	441.4	275.6	134.7	31.1	100.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.0	2,346.3
1953-54	1,248.2	445.6	278.5	134.7	31.1	100.1	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,353.3
1954-55	1,248.1	453.6	281.3	134.7	31.1	100.7	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,364.6
1955-56	1,248.2	444.2	285.4	134.7	31.1	101.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,359.8
1956-57	1,248.1	434.7	289.0	134.9	31.1	101.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,354.2
1957-58	1,278.6	407.5	292.6	134.9	31.1	102.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,361.8
1958-59	1,302.8	410.2	296.7	134.8	31.1	103.1	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,393.8

1959-60	1,278.4	408.3	299.8	134.8	31.1	103.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,370.6
1960-61	1,278.2	406.1	310.8	134.7	31.1	104.5	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,380.5
1961-62	1,278.2	412.0	321.5	134.5	31.1	105.9	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,398.3
1962-63	1,278.1	400.5	324.8	134.8	31.1	105.9	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,390.2
1963-64	1,278.0	410.1	327.8	134.6	31.1	106.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,402.6
1964-65	1,277.9	406.3	331.0	134.9	31.1	106.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,402.1
1965-66	1,297.5	410.6	334.0	5.134	31.1	106.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,428.8
Gemiddeld bedrag 1929-65	1,046.5	409.0	213.7	115.5	20.1	84.0	7.00	13.2	13.2	0.5	66.1	1,988.8
1966-67	794.2	357.2	290.1	53.1	31.7	22.7	9.7	8.2	"	"	40.8	1,607.7
1967-68	794.1	346.7	295.1	52.8	36.8	22.7	9.7	8.2	"	"	40.8	1,606.9
1968-69	790.9	349.4	302.3	53.0	30.8	22.7	9.7	8.2	"	"	40.8	1,616.7
1969-70	787.7	355.7	309.8	53.1	42.9	22.7	9.7	8.2	"	"	40.8	1,630.0
1970-71	787.5	361.2	317.6	53.2	42.9	22.7	9.7	8.2	"	"	40.8	1,643.7
1971-72	787.1	361.8	327.7	52.8	42.9	22.7	9.7	8.2	"	"	40.8	1,653.9
1972-73	786.9	366.1	332.0	52.8	42.9	22.7	9.7	8.2	"	"	40.8	1,662.3
1973-74	786.8	365.4	336.3	52.8	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	40.8	1,665.7
1974-75	787.3	364.1	340.5	52.8	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	40.8	1,668.4
1975-76	786.6	364.4	344.6	53.2	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	40.8	1,675.0
1976-77	786.3	363.8	350.8	53.5	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	40.8	1,678.7
1977-78	786.1	364.8	356.9	53.3	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	40.8	1,685.4
1978-79	785.9	365.1	367.1	53.2	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	40.8	1,695.5
1979-80	785.7	364.7	372.9	52.9	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	40.8	1,700.4
1980-81	785.5	363.5	385.1	53.1	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	40.8	1,711.3
1981-82	785.2	365.7	400.1	53.3	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	"	1,687.6
1982-83	785.0	362.9	407.2	53.4	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	"	1,691.8
1983-84	784.7	372.0	409.8	53.4	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	"	1,703.3
1984-85	784.4	346.2	416.5	53.0	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	"	1,6835
1985-86	784.1	414.1	418.8	53.0	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	"	925.1
1986-87	783.9	414.1 ^k	425.0	53.3	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	"	931.4
1987-88	783.3	372.1 ^k	382.6	50.6	42.9	22.6	9.7	8.2	"	"	"	897.8

(1) Het jaar 1929-30 omvat slechts de zeven maanden van September 1929 tot Maart 1930.

(2) Deze sommen stemmen overeen met het saldo der oorlogsontingangen van Groot-Brittannië op de betalingen der oorlogsschulden gedurende deze drie jaren.

Deze annuïteiten behelzen een niet-uitstelbaar of onvoorwaardelijk gedeelte, dat door Duitschland dient betaald in vreemde munt, *zonder eenig recht van uitstel*. Dit gedeelte bedraagt 660 miljoen Reichsmarken en vertegenwoordigt ongeveer één derde van de annuïteit.

Het tweede deel der annuïteit is *uitstelbaar*. De overdracht zal kunnen verdaagd worden gedurende een tijdperk, dat de twee jaar niet overschrijdt, indien in geval van crisis de valuta van Duitschland of het economisch leven van het land ernstig moesten worden bedreigd.

Een gedeelte der annuïteit kan, bij wijze van overgang, en om storingen in het economisch leven van den schuldenaar te voorkomen, in natura worden betaald. Maar deze leveringen zullen ophouden na tien jaar, en het barema er van neemt af. Het bedraagt 750 miljoen Reichsmarken het eerste jaar en 300 miljoen Reichsmarken het laatste der tien jaren.

Welk is het aandeel van België in deze bedragen?

Men ziet in bovenstaande tabel dat het gaat van 98,2 miljoen Reichsmark (1930-31) tot 134,5 miljoen Reichs-

mark de laatste zeventien jaren van het eerste tijdperk van zeven en dertig jaar.

Voegt men daarbij de annuïteiten betaalbaar voor de regeling betreffende de Marken, dan zal België in Belgische frankengedurende dezeven en dertig jaar gemiddelde annuïteiten van 1,140 miljoen frank ontvangen, terwijl de schuldvordering der overige mogendheden met ongeveer 20 t. h. wordt vermindert. Dank zij de overeenkomst betreffende de Marken zal België, krachtens de uitvoering van het Youngplan, 64 miljoen meer ontvangen dan wat het ontving onder de toepassing van het Dawesplan.

Na de afbetaling onzer schuld aan de Vereenigde Staten, zullen wij voor ons behouden 757 miljoen Belgische franken, als wanneer wij vroeger slechts 693 miljoen behielden.

De Duitschers ontslaan ons bovendien van twee verplichtingen, die te zamen een half milliard Belgische franken vertegenwoordigen.

Ziehier trouwens de volledige tabel der annuïteiten die België zal behouden na de uitvoering der overeenkomsten van Washington (volgens de vaststelling der deskundigen in de Deutsche betalingen; Youngplan en Duitsch-Belgische overeenkomst van 13 Juli 1929).

	In Reichsmarken			In Belgische franken		
	Netto saldo na de uitvoe- ring van de Overeen- komst van Washington.	Annuiteiten in « Marken ».	TOTAAL (in millioenen Reichs- marken).	Netto saldo na de uitvoe- ring van de Overeen- komst van Washington.	Annuiteiten in « Marken ».	TOTAAL (in millioenen franken).
1 September 1929-31 Maart 1930	70.7	16.2	86.9	605.6	138.8	744.4
1 April 1930-31 Maart 1931	71.1	21.5	92.6	609.0	184.2	793.2
— 1931- — 1932	70.9	21.5	92.4	607.3	184.2	791.5
— 1932- — 1933	71.5	21.5	93.0	612.5	184.2	796.7
— 1933- — 1934	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1934- — 1935	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1935- — 1936	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1936- — 1937	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1937- — 1938	61.4	26.0	87.4	526.5	222.7	748.7
— 1938- — 1939	61.4	26.0	87.4	526.0	222.7	748.7
— 1939- — 1940	63.8	26.0	89.8	546.55	222.7	769.2
— 1940- — 1941	63.8	26.0	89.8	546.5	222.7	769.2
— 1941- — 1942	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1942- — 1943	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1943- — 1944	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1944- — 1945	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1945- — 1946	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1946- — 1947	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1947- — 1948	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1948- — 1949	70.9	20.1	91.0	607.3	172.2	779.5
— 1949- — 1950	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1950- — 1951	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1951- — 1952	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1952- — 1953	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1953- — 1954	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1954- — 1955	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1955- — 1956	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1956- — 1957	81.6	9.3	90.9	699.0	79.7	778.7
— 1957- — 1958	81.6	9.3	90.9	699.0	79.7	778.7
— 1958- — 1959	81.6	9.3	90.9	699.0	79.7	778.7
— 1959- — 1960	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1960- — 1961	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1961- — 1962	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1962- — 1963	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1963- — 1964	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1964- — 1965	81.7	9.3	91.0	699.8	79.7	779.5
— 1965- — 1966	81.6	9.3	90.9	699.0	79.7	778.7

Verder en tot in 1986 zal de Youngannuïteit 53.1 millioen Reichsmark bedragen zegge de dekking van de schuld door België aangegaan tegenover de Verenigde-Staten (Overeenkomst van Washington.)

Het is wel verstaan dat de cijfers aangegeven in de laatste kolom van deze tabel zullen dienen verminderd met 3,450,000 Reichsmark ten einde rekening te houden met de in Den Haag toegestane aanpassingen.

Verder en tot in 1986 zal de Youngannuïteit 454.8 millioen Belgische franken bedragen, zegge de dekking van de schuld door België aangegaan tegenover de Verenigde-Staten. (Overeenkomst van Washington.)

Het is wel verstaan dat de cijfers aangegeven in de laatste kolom van deze tabel met ongeveer 25 millioen Belgische franken dienen verminderd ten einde rekening te houden met de in Den Haag toegestane aanpassingen.

Wij hebben gezegd dat een gedeelte der Duitsche annuïteiten kon betaald worden van de overeenkomst van Den Haag.

Ziehier het aandeel dat in deze stortingen aan België werd toegekend, en het aandeel bij de overeenkomst).

Tabel houdende Verdeeling ter Leveringen in Natura
(ter vervanging van de tabel van § 190 van Bijlage VII van het Plan der Deskun
Den Haag dd.
(In duizenden

	FRANKRIJK			GROOT BRITTANNIË — Huidige Ontvangsten	ITALIË
	Prestaties	Huidige ontvangsten (4,95 %)	Totaal		
Overgangstijdperk (I.IX.29-31.III.30). . .	272,293.0	21,507.0	293,800	46,036.00	37,000
Annuïteiten van prestaties eerste jaar (I.IV.30-31.III.31)	364,090.4	36,609.6	400,700	190,964.00	52,500
Tweede — (1931-32)	305,540.0	32,860.0	338,400	186,638.70	52,500
Derde — (1932-33)	306,180.6	30,219.4	336,400	140,718.85	52,500
Vierde — (1933-34)	304,506.3	29,693.7	334,200	138,270.60	52,500
Vijfde — (1934-35)	274,773.4	27,226.6	302,000	126,782.50	52,500
Zesde — (1935-36)	225,977.9	23,182.1	249,160	107,948.70	52,500
Zevende — (1936-37)	196,314.9	20,545.1	216,860	95,669.70	52,500
Achste — (1937-38)	166,674.6	17,985.4	184,660	83,750.10	52,500
Negende — (1938-39)	137,124.4	15,335.6	152,460	71,411.25	52,500
Tiende — (I.IV.39-31.VIII.39)	45,274.5	4,710.5	49,985	21,934.60	15,500
Totaal	2,598,750.0	259,875.0	2,858,625	1,210,125.00	525,000

in natura. Deze betalingen worden bepaald bij de regeling voorkomende in Bijlage IX dat wordt voorbehouden aan de overige landen (volgens Bijlage I van Bijlage IX gevoegd

tusschen de schuldeischende Mogendheden

digen en van de tabel der Bijlage van Aanhangsel 2 van het Protocol van 31 Augustus 1929).

R M.)

BELGIË	JAPAN	YOEGO-SLAVIË	PORTUGAL	ROEMENIË	GRIEKENLAND	Bedrag Prestaties	Huidige Ontvangsten	Totaal
24,500.00	2,550	26,000	4,600	—	—	366,943.00	67,543.00	434,486.00
33,750.00	5,625	37,500	6,548	9,000	3,000	512,013.40	227,573.60	739,587.00
31,500.00	5,250	35,000	4,800	6,950	2,800	444,340.00	219,498.70	663,838.70
29,250.00	4,875	32,500	4,500	7,150	2,600	439,555.60	170,938.25	610,493.85
27,000.00	4,500	30,000	4,402	6,600	2,400	431,908.30	167,964.30	599,872.60
24,750.00	4,125	27,500	4,125	6*050	2,200	396,023.40	154,009.10	550,032.50
20,837.50	3,750	23,300	3,328	5,500	2,000	337,193.40	131,130.80	468,324.20
17,756.25	3,375	19,400	2,742	4,950	1,800	298,838.15	116,214.80	415,052.95
14,675.00	3,000	16,600	2,156	4,400	1,600	261,605.60	101,735.50	363,341.10
11,593.75	1,825	13,200	1,570	3,850	1,400	223,063.15	86,746.85	309,810.00
637.50	500	1,500	604	3,300	1,200	68,516.00	26,645.10	95,161.10
236,250.00	39,375	262,500	39,375	57,750	21,000	3,780,000.00	1,470,000.00	5,250,000.00

B. Een tweede kenmerk van het Youngplan is te vinden in de *waarborgen van betaling*.

In ruil voor de vermindering en de beperking der Duitsche schuld hebben de crediteurstaten waarborgen bekomen die worden bepaald door de deskundigen in zake betaling.

Zij zijn van uiteenlopenden aard :

1° De eerste is van louter *zedelijken* aard. Hij bestaat in de « *plechtige verbintenis* » door de Duitsche regeering aangegaan en door de Mogendheden aanvaard in de overeenkomst van Januari 1830, « om de overeenkomstige bepalingen van het nieuwe plan vastgestelde annuïteiten te betalen ».

Terwijl zij tevens beweren dat hunne Regeering als onmogelijk aanziet dat in de toekomst een Duitsche Regeering zich zou laten meeslepen tot daden die haar den schijn zouden geven alsof zij het nieuwe plan wilde verijdelen, verklaren de vertegenwoordigers van Duitschland in Bijlage A van het Akkoord dat, indien een of meer crediteurmogendheden zicht tot het Bestendig Internationale Rechtshof zouden wenden met de vraag of zekere daden, van de Duitsche Regeering uitgaande den schijn zouden wekken dat de wil bestaat het nieuwe plan te verijdelen, dan is de Duitsche Regeering het eens met de crediteurmogendheden om de uitspraak van het Bestendig Hof te aanvaarden, en verklaart voor wettig te aanzien in geval het Hof bevestigend antwoordt, dat om uitvoering der financiële verplichtingen der debiteurmogendheid, welke het gevolg zijn van het nieuw plan, de crediteurmogendheden haar volle vrijheid van handelen terug bekomen. »

Deze zedelijke waarborg die tusschen de vroegere strijdende staten een politiek van wederzijdsch vertrouwen in de plaats stelt van eene politiek van wantrouwen en van gewapenden vrede, is het onderwerp geweest van de voornaamste onderhandelingen op de Winterconferentie in Den Haag.

België werd dienaangaande geraadpleegd, maar het is vooral tusschen de afgevaardigde ministers van Frankrijk en van Duitschland dat deze waarborg werd besproken.

Het lijdt geen twijfel dat een gedeelte der openbare meening in Frankrijk en in België een minder onbestemde en meer rechtstreeksche sanctie zou gewild hebben, voor het geval dat Duitschland zich, eens te meer, aan zijn verplichtingen mocht onttrekken. Nochtans schijnt men te hebben aangenomen dat het, door de algemeene voorwaarden van het akkoord, niet meer toe gelaten is de plechtige verbintenis der debiteurmogendheid als hersenschimming te aanzien.

2. Een tweede waarborg voor de crediteurmogendheden ligt besloten in de voorwaarden waarin het Youngplan Duitschland plaatst om zich gemakkelijker van zijn verplichtingen te kwijten.

De annuïteiten, en ook het index van voorspoed, zijn afgeschaft.

Niet alleen werd de schuld verminderd; zij werd ook zoodanig vastgesteld dat zij niet meer een zoodanige last zou zijn dat Duitschland mocht geneigd zijn de gansche wereld tegen zich in het harnas te jagen door aan zijn definitieve verbintenissen te kort te komen.

De deskundigen die het Dawesplan opmaakten hadden reeds zorgvuldig den huidige economischen toestand en ook de toestand van Duitschland bestudeerd.

Hun inzicht was duidelijk, want het Dawes-plan heeft gedurende vijf jaar uitstekend gewerkt.

De periodische verslagen van den algemeenen betalingsagent, van de trustees en van de commissarissen, evenals de verslagen van de Reichsbank wierpen trouwens een helder licht op den economischen en financiële toestand en op de ontwikkeling van Duitschland.

In het comité dat het Youngplan

opgemaakt heeft vindt men zes leden van het Dawescomité van 1924 terug.

Het totaal bedrag der schuld vast te stellen, het niet uitstelbare beloop der annuïteiten (zooals men weet is dit 660,000,000 Reich-mark per jaar), de voortzetting der leveringen in natura gedurende een overgangstijdperk van 10 jaar, de mogelijkheid, in geval van crisis, voor ongeveer 2 jaar de 2 derden der overdrachten nit te stellen, hebben het comité van het Youngplan, volgens de eigen woorden der deskundigen, een cijfer doen vaststellen dat de voorzichtigheid had ingegeven.

Dit comité heeft gedacht dat het verstandiger is het cijfer te onderschatten dan de geringste kans te loopen Duitschland's krediet te verzwakken.

Tevens werd Duitschland ontslagen van politiek toezicht en van de vrijheidsbeperkingen die zijn krediet kunnen belemmeren. Duitschland heeft zijne financieele zelfstandigheid herwonnen. Voortaan zal dit land onder eigen algeheele verantwoordelijkheid zijn verplichtingen nakomen. Ook hebben de deskundigen Duitschland's begrotingen zoodanig verlicht dat het, naar zij meenen, mogelijk zal zijn, zonder de belastingen te verhoogen, onmiddellijk het programma van vermindering der belastingen, dat sinds 1924 bestaat te hervatten, dank zij de belangrijke vermindering der budgetaire bijdrage, indien men deze vergelijkt met die van het Dawesplan.

Deze verschillende maatregelen maken de verplichting voor den debiteur lichter en gemakkelijker.

3. Ook heeft het comité — en dit is de derde waarborg voor de schuldeischers — meer veiligheid gebracht in de voortzetting der betalingen.

Het Dawesplan legde een stelsel op tot bescherming van den Deutschen wisselkoers door de instelling van een comité voor overdrachten, belast met het omzetten in vreemde munt van der door Duitschland betaalde Reichs-

ken. Dit stelsel had tegelijkertijd het voordeel het toezicht van den schuldeischer te verzekeren, maar ook het nadeel eventueel de betalingen van den schuldenaar te staken. Dientengevolge was dit een beletsel voor de mobilisatie der Deutsche schuld.

Elk oogenblik kon Duitschland zeggen dat de overdrachten zijn crediet in gevaar brachten en dan een moratorium vragen voor die overdrachten en zelfs voor de betalingen. De verschuldigde marken bleven dus vastliggen in Duitschland, en wanneer een bedrag van 5 milliarden bereikt was kon de agent de betalingen schorsen.

Het Youngplan integendeel geeft aan een derde van de annuïteit een onvoorwaardelijk en niet uitstelbaar karakter, zoodat mobilisatie mogelijk is. Wat de twee overige derden betreft; kan het moratorium enkel toegepast worden in geval de wissel of het economisch leven van Duitschland ernstig bedreigd mocht zijn en dan slechts voor twee jaar. De interest voor de verdaagde annuïteiten zal moeten betaald worden aan de bank der internationale betalingen. Daarbij waarborgt de Deutsche Regeering de omzetbaarheid van den Reichmark in goud of in gelijkwaardige deviezen.

4. Tenslotte geeft het Youngplan aan de schuldeischers een tastbaren waarborg van betaling, met voor de annuïteiten 660 miljoen Reichsmark te bestemmen, dat is dus het bedrag der niet uitstelbare annuïteit, welke som moet afgehouden worden van de bruto ontvangsten der spoorwegmaatschappijen.

Ook worden zekere ontvangsten (douane- en verbruiksbelastingen) aan de betaling der annuïteiten gewijd.

C. Het derde kenteeken van het Plan is zijn commercieele uitvoerbaarheid door de mobilisatie der annuïteiten.

Ontegenzeggelijk is voor de crediteurmogendheden de practische mogelijkheid de in het Youngplan voorziene annuïteiten te mobiliseeren,

de merkwaardigste compensatie voor de schuldvermindering.

De deskundigen hebben daaraan het grootste belang gehecht.

Een lid der Commissie van den Senaat heeft de vrees uitgesproken, dat het niet gemakkelijk zou zijn voor de geldmarkt 32 milliarden goudmark, dat is 8 milliarden dollar of 300 milliarden frank papier op te slorpen onder vorm van titels, alleen met de handteekening van Duitschland voorzien.

Deze vrees is niet ongegrond wanneer men de mobilisatie voorziet van de totale annuïteiten.

Maar dit schijnt wel niet het geval. Er dient inderdaad een onderscheid gemaakt tusschen de commercialisatie en de mobilisatie van de schulden.

De heele schuld wordt van commercieelen aard omdat de procedure aangenomen voor de oprichting van de Bank voor Internationale Betalingen, die de jaarlijksche stortingen van Duitschland moet ontvangen en de verschuldigde sommen aan de crediteurmogendheden uitkeeren en daarbij fracties der annuïteiten zal moeten mobiliseeren door ze in obligaties te capitaliseeren, zoo nauwkeurig mogelijk een dergelijke obligatie gelijk stelt met een gewone handelsobligatie.

Men vergeet niet dat de titels die deze obligaties voorstellen niet meer in de handen der Staten maar in de handen van particulieren van alle landen der wereld zullen zijn.

Mocht de schuldenaar zich aan de verplichtingen onttrekken, dan was het met zijn krediet gedaan en liep zijn uitvoerhandel gevaar. Hij zou zich zelf in bankroet stellen ten aanzien der gansche wereld.

Om aan de schuld een nog sterker commercieel karakter te geven, zullen de annuïteiten vertegenwoordigd worden door een Duitsch schuldcertificaat dat op de Bank zal gedeponereerd worden en twee soorten koepons zal hebben, een voor de onvoorwaardelijke gedeelten,

het ander voor de eventueel uitstelbare gedeelten der annuïteiten. Dit certificaat is dus gelijk met die welke voortdurend in de handels- en financieele wereld voorkomen.

De *mobilisatie* is slechts een praktische maatregel van te gelde making ten dienste der commercialisatie.

Het is een middel voor de Regeeringen die het wenschen om zich kapitalen te verschaffen *met obligaties uit te geven die de kapitalisatie vertegenwoordigen van een min of meer belangrijke fractie van het onvoorwaardelijke gedeelte der annuïteit*.

Sommige schuldeischers zullen er de voorkeur aan geven jaarlijksche betalingen in geld te ontvangen, liever dan hunne toevlucht te nemen tot de onrechtstreeksche leening die de commercialisatie is.

Naar allen schijn zullen de anderen trouwens er alleen aan denken het niet uitstelbare gedeelte der annuïteiten te mobiliseeren.

Overigens zal de mobilisatie slechts mogelijk zijn naar gelang van de mogelijkheden van de geldmarkt. In hun verslag van 7 Juni voorzagen de experten dat deze slechts na een redelijken termijn zou plaats hebben.

Men voorziet de onmiddellijke mobilisatie van 200 miljoen dollar voor de crediteurmogendheden, en in bevoegde kringen is men de meening toegedaan dat het mogelijk zal zijn terzelfdertijd ten behoeve van Duitschland een leening van 100 miljoen dollar te plaatsen.

Ook voorziet het akkoord een samenwerking tusschen Duitschland en zijn schuldeischers, in dien zin dat aan Duitschland het recht zou toegekend worden in te schrijven voor een aandeel in de leening der herstellingen, tegen de oorspronkelijke voorwaarden en zonder een commissieloon te betalen.

In algemeenen regel bekommt Duitschland het recht deel te nemen aan de buitenlandsche leeningen door tusschenkomst van de Bank voor Internationale Regelingen, en wel in de verhou-

ding van een derde. De twee andere derden zullen te verdeelen zijn onder de schuldeischers.

Nochtans spreekt het van zelf dat, met Duitschland rechtstreeks te betrekken in het mecanisme van de Bank en aldus een betalingsmodaliteit van gewonen economischen en commercieelen aard in de plaats te stellen van een wijze van betaling met uitsluitend politiek karakter, men er de voorkeur heeft aan gegeven Duitschland te stellen tegenover het gevaar van ondergang binnenslands liever dan tegenover het gevaar van oorlog.

Dit nieuw en vreedzaam begrip van het vraagstuk der herstellingen stemt ontegenzeggelijk overeen met het nieuw begrip van pacificatie waardoor, naar het huidig verlangen der mogendheden, de politieke betrekkingen tusschen de naties onderling schijnen te moeten worden geregeld.

HOOFDSTUK III.

DE POLITIEKE GEVOLGEN VAN DE AKKOORDEN.

Op politiek gebied hebben de Akkoorden van Den Haag een tweevoudig gevolg :

Eenerzijds de ontruiming van het Rijngebied ;

Anderzijds hebben zij betrekking op de clausulen tot demilitarisatie die in het Verdrag van Versailles geschreven staan.

Een lid van de Commissie van den Senaat heeft ernstige vrees uitgedrukt aangaande den toestand door de Akkoorden van Den Haag onder dit dubbel opzicht oogpunt in het leven geroepen.

Dit lid vreest dat de geallieerden met af te zien van hun recht den linker Rijnsoever te bezetten, zoolang de herstellingen niet regelmatig betaald zijn (artikel 430), en met in alle geval

van die bezetting af te zien vijf jaar vóór den termijn door het Verdrag van Versailles vastgesteld, een ernstigen waarborg zouden prijsgeven die niet vergoed wordt door het Verdrag dat op dit oogenblik alleen onze veiligheid verzekert, namelijk het Verdrag van Locarno. Volgens dit lid is dit laatste verdrag onvolmaakt, het vraagt dat men zou trachten het te verbeteren in den zin van het voorafgaand ontwerp van het tweezijdig Verdrag dat in 1922 werd ontwerp door België en Groot-Britannië, zoodanig dat er niet zou kunnen getwijfeld worden aan de tusschenkomst van die mogendheid indien België andermaal mocht overrompeld worden.

De Commissie van den Senaat heeft erkend dat wij door de Akkoorden van Den Haag verplicht worden den linker Rijnsoever vóór den gestelden termijn te ontruimen en dat er pratich niet meer kan aan gedacht worden dit gebied opnieuw te bezetten op grond van artikel 430 van het Verdrag van Versailles.

Ook werd door de Commissie erkend dat het Verdrag van Locarno niet *in terminis* bepaalt dat Engeland ons in voorkomend geval zou moeten ter hulp komen met gansch zijn land- en zee-macht. Engeland wordt alleen verplicht ons « hulp te verleen ». Het mag zelf oordeelen over den aard van den aanval, tenminste zoolang de Volkenbond niet tusschenbeide is gekomen en geen positie heeft genomen.

Terzelfder tijd evenwel heeft de Commissie aangenomen dat de tweede zone van den Rijn op 10 Januari 1930 moet ontruimd zijn; wat de derde zone betreft, die stipt genomen slechts op 10 Januari 1935 zou moeten ontruimd worden, daar was België niet door zijn leger vertegenwoordigd. Deze zone werd alleen door Frankrijk en door Engeland bezet; volgens den Belgischen staf bood deze zone geen onmiddellijk belang voor ons land. Engeland was besloten zijn troepen terug te trekken. Frankrijk be-

sloot hetzelfde te doen. In geen geval zou België zich tegen die dubbele beslissing kunnen verzetten. Ook moet vastgesteld worden dat het behoud van de verbonden troepen op den Rijn zou geleid hebben tot een besliste weigering van Duitschland de Akkoorden van Den Haag te bekrachtigen, aan dewelke, uit een financieel oogpunt, groote waarde wordt gehecht door een gedeelte der openbare meening.

De sanctie tegenover Duitschland is echter verzwakt, in dien zin dat in geval van wanbetaling der Duitsche annuïteit, de geallieerden, of één van de geallieerden, in plaats van den Rijn te bezetten, door het Hof van Den Haag kan doen besluiten dat Duitschland met opgezetten wil het Youngplan heeft willen in den grond boren. Er dient opgemerkt dat, moest dit gebeuren, ieder der geallieerden zijn vrijheid van handelen zou herkrijgen. Terwijl onder het regiem van het Verdrag van Versailles, volstreekte eenparigheid vereischt werd in den schoot van de Herstelcommissie en de bezetting moest geschieden door geallieerde troepen, heeft van ieder der crediteurlanden het recht afzonderlijk te handelen.

Het is ook van belang op te merken dat, na de ontruiming van den linker Rijnsoever, de artt. 42 en 45 van het Verdrag van Versailles onaangetast blijven. Deze bepalen dat het Rijnland gedemilitariseerd is. Langsheen den linkeroever, en op een strook van 150 kilometer breed langsheen den rechteroever, mogen, morgen evenmin als gister, troepen noch vestingen, noch middelen tot mobilisatie aanwezig zijn. Ingeval deze voorschriften moesten overtreden worden, zou het gemakkelijk zijn die overtredingen te doen vaststellen door de Belgisch-Duitsche Commissie die naar luid van het Verdrag van Locarno werd ingesteld.

Wat het Verdrag van Locarno betreft is het zeker niet uitgesloten dat de Belgische politiek denkt aan het gunstig oogenblik om het te verbeteren, doch

wij moeten aannemen dat Duitschland niet alleen gehouden wordt voortaan onze onafhankelijkheid en ons grondgebied te eerbiedigen. Volgens dit Verdrag. Duitschland maakt deel uit van den Volkenbond. Dit land is ook gebonden door het Pact van Geneve, waarvan men thans artikel 16 nader tracht te bepalen en te verbeteren, in zake bijstand aan den Staat die aangevallen wordt.

Het is ook gebonden door het Kellogg-pact dat verder gaat dan het Pact van den Volkenbond in het verbod oorlog te voeren. Verder is het gebonden door de Arbitrageverdragen die, op het oogenblik dat zoo talrijke naties hun instemming betuigen met de vrije clause van het Hof van Den Haag, groote beteekenis hebben.

Door een gemeenschappelijke politiek waaraan België zich trouwens niet zou hebben kunnen onttrekken, hebben deze verdragen de geallieerden ertoe geleid belangrijke maatregelen van algemeene veiligheid te nemen met de medewerking en de verbintenis van Duitschland en niet uitsluitend tegen dit land.

De Europeesche mogendheden hebben aldus al de eerlijke naties tegen een mogelijken aanvaller opgesteld. Zij hebben de atmosfeer van haat geleidelijk vervangen door een atmosfeer van verdraagzaamheid en vrede.

Gewis, zijn de lessen van den oorlog nog te versch in ons geheugen op dat wij, ten overstaan vooral van sommige vaak onrustwekkende meeningsmanifestaties in bepaalde kringen van over den Rijn, niet de noodige waakzaamheid zouden handhaven welke onze betrekkelijke zwakheid en de geografische ligging van onze grenzen ons opleggen.

België evenwel, vredelievend evenzeer uit aard als uit belang, is te zeer met den wensch en den wil begaan opnieuw een vredelievende geestestrooming in Europa te doen ingang vinden, opdat het niet mede den nieuwen weg zou

inslaan die de wereld heeft verkozen, en waar de oorlog voortaan gekenmerkt wordt als de meest onteerende en meest onaanneembare misdaad.

Met het wetsontwerp over de Akkoorden van Den Haag aan te nemen hecht de Commissie van den Senaat er dan ook aan te bevestigen dat, naar haar meening, in den huidige staat van het vraagstuk van de veiligheid en van het herstel, deze verdragen een gelukkige oplossing brengen, en dat de leden van

's Konings Regeering en de onderhandelaars welke hun ter zijde stonden, den dank van het land verdienen met aan onze natie de ruimste voordeelen te verzekeren die wij mochten verhop en met eens te meer aan te toonen, door het gezag en het prestige hunner medewerking, dat een klein land soms een groote natie zijn kan.

De Verslaggever,
P. SEGERS.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE.